

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA

ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE
78440 Porcheville

Références : [Hélios n°61917](#)
Code AIOT : 0006503465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA implanté ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE. L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une 1ère inspection réactive du site ALPA a été réalisée le 22/10/24 à la suite de l'incendie intervenu dans l'établissement le 19/10/24. Cette 1ère visite qui faisait partie du Programme pluriannuel de l'inspection a porté sur des points de contrôles principalement liés à l'urgence de l'évènement. L'inspection du 14/11/24 a permis de compléter les points qui n'avaient pas pu être abordés du fait d'un calendrier bousculé. Cette 2ème visite a permis de compléter le suivi de points contrôlés en 2023 et de veiller à leur mise en conformité ; c'est notamment le cas des points relatifs à la sécheresse. D'autres points de contrôle ont également été visés, c'est entre autres, le cas de l'activité relative à la radioprotection, des nuisances sonores et des rejets résiduels dans l'eau .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIERIES ET LAMINOIRS DE PARIS ALPA

- ZI DE LIMAY-PORCHEVILLE 78440 PORCHEVILLE
- Code AIOT : 0006503465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'ALPA à Porcheville abrite une aciérie qui permet de couler de l'acier à partir de déchets d'acier à recycler. Les billettes qui sortent de l'aciérie encore rouges et à environ 600°C sont amenées vers le laminoir. Elles y sont modelées dans leur forme définitive de ronds à béton, prêts à être expédiés pour former la structure du béton armé dans les chantiers de construction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/10/2022, article R512-39-1-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 21.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Dépôts et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 4.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1	Sans objet
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.1	Sans objet
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.2	Sans objet
7	Transports des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 17.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant va devoir finaliser le diagnostic de sol relatif à l'évacuation d'une cuve souterraine pour savoir si des actions d'amélioration de l'état du sol sont nécessaires à proximité de l'ancienne cuve de fioul. Il va également devoir finaliser les éléments sur les nuisances sonores identifiables sur site afin d'adapter les prescriptions de son arrêté préfectoral au contexte local si nécessaire, préciser les éléments transmis sur les analyses des rejets d'eaux résiduaires et transmettre les annexes de son bilan relatives à son activité de dépôts et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées.

Il est à noter que les prescriptions « Sécheresse » ont été respectées avec la mise en œuvre de documents adaptés à la gestion des périodes de crise sur son installation.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2022, article R512-39-1-III

Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité

Prescription contrôlée :

(...) Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. (...)

SUITE INSPECTION DU 28-06-23

Synthèses des constats 2023 :

L'exploitant doit fournir sous trois mois, un rapport de diagnostic environnemental modifié et complété avec les éléments :

- précisant le contexte hydrogéologique au droit du site et les impacts possibles de la pollution des sols sur les eaux souterraines ;
- justifiant des valeurs de référence prises en considération, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.

Constats 2024 :

Par courrier du 22 juillet 2024 l'exploitant a transmis une étude intitulée « Diagnostic environnemental - investigations complémentaires de la qualité des sols autour de l'emprise des anciennes cuves à fioul » Elle est datée du 9 février 2024.

Le paragraphe II.2.4 de l'étude détaille les valeurs de référence des hydrocarbures : il est précisé que les valeurs de 100 mg/kg sur matière sèche (m.s.) pour les HTC c10-c40 sont les valeurs de référence du fond pédogéochimique de bassin parisien (reprises page 19 du diagnostic).

L'étude reprend également, dans ses remarques en précisant : « à titre indicatif », les valeurs de l'arrêté du 12 décembre 2014 fixant les types de déchets inertes admissibles dans les installations de stockage des déchets inertes (ISDI) (reprises page 20 du diagnostic) : 500 mg/kg pour les HTC c10-c40. Il est précisé que ces « valeurs sont utilisées pour aborder la problématique de gestion des déblais en cas d'aménagement sur le site.

L'étude affiche : **Des dépassements en hydrocarbures supérieurs à 100 mg/kg ont été constatés sur les prélèvements en KSC8 et KSC1 du site .**

En complément, le paragraphe II.2.4 détaille la valeur de référence des naphtalènes : ATSDR, Bruit de fond anthropique des sols urbains en mg/kg qui est de 0,125 mg/kg pour le Naphtalène et de 25 mg/kg pour la somme des HAP.

L'étude affiche : **Des dépassements en naphtalènes supérieurs aux 0,125 mg/kg ont été constatés sur les prélèvements en KSC8 et KSC1 du site.**

Dans ses « conclusions et préconisations », en ce qui concerne la pollution aux hydrocarbures, l'étude semble se baser sur les valeurs de référence en ISDI : 500 mg/kg sur m.s, au lieu des 50 mg/kg que

l'étude, présente pourtant, comme la valeur de référence.
Les dépassements en Naphtalène ne sont pas évoqués en conclusion.

Ainsi, la justification de la migration potentielle des pollutions est insuffisante, d'autant que l'absence d'une fracturation déjà existante n'est pas prouvée dans le sol qui serait de la craie aux dires de l'étude.

Les conclusions du rapport ne sont pas recevables.

Par ailleurs, en cas de cessation définitive, l'exploitant doit garder en mémoire la nécessité d'aller investiguer les pollutions au droit de la cuve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit produire un diagnostic environnemental avec les valeurs de référence admises pour la recherche de polluant dans les sols autour de l'emprise de l'ancienne cuve à fioul souterraine.

L'exploitant doit finaliser son étude afin de préciser les actions éventuelles à mettre en œuvre autour du secteur d'implantation de l'équipement évacué.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en période de sécheresse

Prescription contrôlée :

La société ALPA doit mettre en œuvre les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions prévues au présent titre, lorsque dans la zone d'alerte où elle est implantée, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Constats :

SUITE INSPECTION DU 28-06-23

Synthèse des constats 2023:

L'inspection est en attente sous 6 mois, de la définition de limitation des rejets polluants et du programme renforcé d'autosurveillance des effluents polluants conformément à l'article 11.1. de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015.

Constats 2024 :

L'exploitant remet en séance le document intitulé « Conduite à tenir en cas de sécheresse » et référencé - MOI.01.ENV.26 - Celui-ci est diffusé via le réseau local « sharepoint » à disposition des personnels sur site et accessible à tous.

Le document détaille pour les quatre niveaux de risques en période de sécheresse : vigilance, alerte, alerte renforcée, crise, les éléments de limitation des rejets polluants et du programme renforcé d'autosurveillance.

Remarque : Il est à noter que l'installation est soumise à l'arrêté modifié du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation

d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.
L'inspection propose qu'à la faveur d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire, les prescriptions «sécheresse» spécifiques à ALPA soient retirées, afin que l'installation puisse suivre les évolutions de la réglementation via l'arrêté ministériel cité ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas de situation de vigilance

Prescription contrôlée :

Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » :

- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- la société ALPA définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.

Constats :

SUITE INSPECTION DU 28-06-23

Constats 2024 :

L'exploitant remet en séance le document intitulé « Conduite à tenir en cas de sécheresse » et référencé - MOI.01.ENV.26 - Celui-ci est diffusé via le réseau local « sharepoint » à disposition des personnels sur site et accessible à tous.

Le document détaille pour les quatre niveaux de risques en période de sécheresse : vigilance, alerte, alerte renforcée, crise, les éléments de limitation des rejets polluants et du programme renforcé d'autosurveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas de situation d'alerte

Prescription contrôlée :

Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte ;
- les consommations en eau, autres que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité et de la salubrité des installations sont interdites ; en particulier, l'arrosage des pelouses, le lavage des véhicules de l'établissement et le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sont interdits ;
- la société ALPA définit les modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants,

pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité ;

- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;
- La société ALPA renforce le programme de vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;

La société ALPA met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visés à l'article 11.1.1 ;

- Il est interdit de traiter les effluents concentrés en vue de leur rejet sur site. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement agréés de déchet industriels, dans le respect des dispositions relatives à la gestion des déchets de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ;

La société ALPA signale immédiatement au préfet et à l'inspection des installations classées tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

SUITE INSPECTION DU 28-06-23

Constats 2024 :

L'exploitant remet en séance le document intitulé « Conduite à tenir en cas de sécheresse » et référencé - MOI.01.ENV.26 - Celui-ci est diffusé via le réseau local « sharepoint » à disposition des personnels sur site et accessible à tous.

Le document détaille pour les quatre niveaux de risques en période de sécheresse : vigilance, alerte, alerte renforcée, crise, les éléments de limitation des rejets polluants et du programme renforcé d'autosurveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 21.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation des activités bruyantes notamment extérieure (broyeur, ventilateurs, etc) ne doit pas générer au niveau des premières habitations une émergence rapport au niveau de bruit ambiant existant pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Bruit Ambiant : Bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné.

Il est composé de l'ensemble des bruits émis par les sources proches et éloignées (établissement en fonctionnement Compris).

Les niveaux limites de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré À, noté LaeqT.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés À du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Emplacements	Type de zone	Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété		
		Période de jour : de 7 h à 20 h	Période intermédiaire de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h Dimanche et jours fériés de nuit	Période nuit : 22h 00 à 06h00
En limite de propriété	Zone à prédominance d'activités commerciales et industrielles	70 dB (A)	60 dB (A)	60 dB (A)

SUITE INSPECTION DU 28-06-23

Constats 2024 :

Comme il s'y était engagé durant l'inspection du 28 juin 2023, l'exploitant remet un document intitulé « Compte rendu de mesures des bruits » dans l'environnement autour du site ALPA, référencé Rapport KAID.24 .104.R1.V1 du 17/10/24.

Dans les conclusions de l'étude, il ressort des niveaux sonores enregistrés en limite de propriété :

- en période jour : respect de la valeur limite définie, moins de 70 dB(A)
- en période intermédiaire : un dépassement de la valeur limite de 60dB(A) : 64,1 dB(A) au point LP3 bis et 66,9 au point LP2
- en période de nuit : un dépassement de la valeur limite de 60dB(A) : 63,6dB(A) au point LP3 bis et 67,6 au point LP1.

Les mesures révèlent également une absence de tonalité marqué sur l'ensemble des points.

L'étude précise que les mesures ont pu être influencées par les éléments extérieurs proches des limites de site : la circulation routière, les activités industrielles et le passage des trains.

En visite de site, l'équipe d'inspection constate sur site certains bruits qui semblent provenir de l'extérieur de l'aciérie qui se situe dans un environnement industriel.

Cependant, l'étude fournie ne contient pas de mesures de bruit, réalisées en l'absence d'activité du site ALPA, ces « mesures à blanc » permettraient d'identifier la provenance des nuisances sonores enregistrées.

La connaissance de ces valeurs et de leur provenance permettrait d'adapter les prescriptions, le cas échéant.

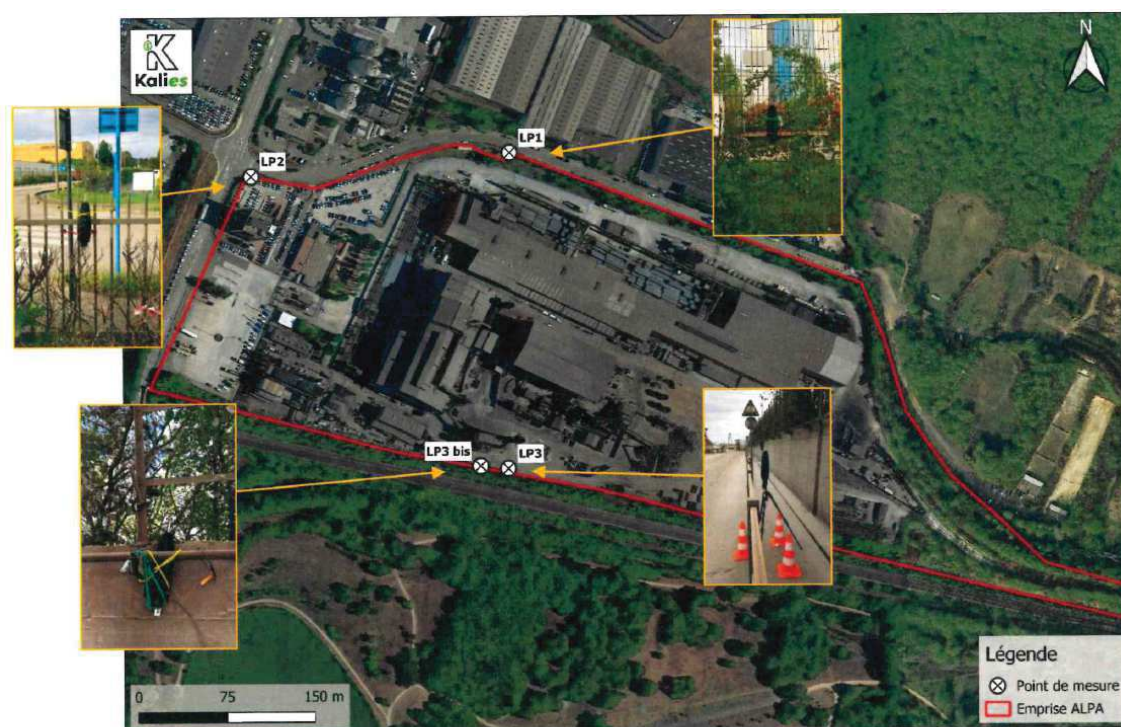


Figure 4. Localisation de points de mesures acoustiques

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter les mesures de bruit réalisées pour déterminer si les dépassements sonores sont liés aux activités de l'aciérie ou extérieurs à l'installation ALPA.

L'exploitant doit finaliser son étude et proposer les adaptations et/ou actions nécessaires au retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel

Prescription contrôlée :

La société ALPA est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires pluviales et industrielles issues des points de rejets n°1 et 2, dans la Seine, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence des rejets vers le milieu récepteur : N ° 1 (secteur laminoir) et 2 (secteur aciérie)

paramètre	Concentration maximale pour tous les points de rejet en mg/l (Echantillon moyen sur 24h)	Flux maximal	
		Rejet n°1	Rejet n°2
MESST	20	2,4 kg/j	8 kg/j
DBO ₅	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
DCO	125	15 kg/j	37,5 kg/j
Azote total	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
Phosphore totale	10	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Chrome total	0,5	6,5 g/j	10 g/j
Hydrocarbures totaux	< 5	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Etain et ses composés	2	26 g/j	39 g/j
Cuivre et ses composés	0,5	60g/j	150 g/j
Nickel et ses composés	≤ 0,5	6,5g/j	10 g/j
Zinc et ses composés	< 2	26 g/j	39 g/j
Plomb et ses composés	0,5	6,5g/j	10 g/j
Fer et ses composés	2	240g/j	600 g/j
Aluminium et ses composés	5	390g/j	585 g/j
Arsenic	0,05	0,85 g/j	0,85 g/j
Mercur	<0,1	/	1,3 g/j
Cadmium	<0,2	2,6 g/j	2,6 g/j

Les rejets n°1 et n°2 se rejoignant en sortie de site, le débit maximal en sortie de site est de 420 m3/jour par temps sec.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

SUITE INSPECTION DU 28-06-23

Constats 2023 :

(...) Pour les rejets du Laminoir : les concentrations et les flux relevés en 2024 sont inférieurs aux valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral, n°35760 du 04 novembre 2015 sauf pour les flux de zinc (0,0306 kg/j au lieu de 0,026 kg/j). (...)

Constats 2024 :

Un contrôle inopiné a été réalisé du 13 au 14 mars 2024.

Dans son RAPPORT n° MS24-01784_ALPA-RE2_ACIERIES, le laboratoire fait état de dépassements des valeurs limites d'émission sur le Rejet E2 « ACIERIE » :

- Azote global = 3,89 kg/j pour une Valeur limite d'émission de 3,15 kg/j.

Le laboratoire note également que la présence de chlorures dans l'échantillon (>1 g/L) interfère avec la mesure de DCO, entraînant une augmentation de la limite de quantification et empêchant de statuer sur la conformité du rejet sur ce paramètre.

L'exploitant explique que l'azote n'est pas produit par l'installation, car le site fonctionne à l'énergie électrique. Il explique que les modalités de calcul des flux ne conviennent pas au contexte local.

Dans son RAPPORT n° MS24-02787_ALPA-RE1_LAMINOIR.docx du 15/05/2024, transmis par mail du 19/06/2024, il ne note pas de dépassements sur le Rejet E1 « LAMINOIR » (intervention du 10 au 11/04/2024).

Par ailleurs, l'exploitant remet en séance, les rapports n° DEI-2024-955 et n° DEI-2024-0697 pour les prélèvements effectués sur le laminoir le 1^{er} août 2024 et le 4 juin 2024 et les rapports DEI-2024-0697 et n° DEI-2024-95a pour l'aciérie. Ces deux dernières analyses de juin et d'août ne font apparaître aucun dépassement. Cependant les valeurs transmises ne concernent que les concentrations et n'affichent pas les flux comme prescrit dans l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015.

Un tableau de synthèse non daté, non référencé, et qui ne précise pas les valeurs de référence est également remis en séance. Celui-ci comporte le report des résultats en concentrations des rapports évoqués ci-dessus et les flux sans que ces derniers ne soient basés sur un rapport d'analyse réalisé dans les règles de l'art.

Pour le dépassement sur les flux de zinc constaté en 2023 sur le laminoir, l'exploitant a fait installer cet été, un filtre à sable et du charbon actif. A ce stade, les résultats de l'autosurveillance du mois d'août 2024 sont conformes sur ce paramètre.

Remarque : L'inspection informe l'exploitant que le paramètre DCO (oxygène disponible dans l'eau), sera de plus en plus fréquemment transmis en ST- DCO eu lieu du DCO ; ce qui est le cas des rapports d'analyse de juin et août 2024 cités plus haut.

En présence de ST-DCO, Il convient que le laboratoire donne le facteur de corrélation entre ces deux bases de calcul pour traduire en DCO, la ST-DCO le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir les rapports de son prestataire détaillant les résultats des analyses indiquant les valeurs en flux pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Transports des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 17.8
Thème(s) : Risques chroniques, Transport des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants . (...) Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement. (...)
SUITE INSPECTION DU 28-06-23 En synthèse des constats 2023 : les codes déchets n'étaient pas mentionnés dans les fiches de traçabilité des laitiers et sur le registre des déchets. Constats 2024 : L'exploitant remet par échantillonnage, une fiche de traçabilité des laitiers, datée de la période du 01/07/24 au 31/07/24. Celle-ci mentionne le code déchet 10 09 01. L'exploitant projette le tableau numérique du registre des déchets. L'inspection vise la ligne avec le code 10 02 01* : ces déchets correspondent aux déchets de laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries, la colonne des codes des laitiers pour l'année 2024 a été ajoutée au registre comme demandé par l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dépôts et stockage de substances radioactives sous forme de sources scellées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées tous les 5 ans un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application de la présente autorisation. Ce bilan comprend a minima : <ul style="list-style-type: none">- l'inventaire des sources radioactives et des appareils contenant des sources détenus dans son établissement ;- les rapports de contrôle techniques réglementaires prévus aux articles R. 4452-12 du code du travail et R.1333-44 du code de la santé publique;- les résultats des contrôles prévus à l'article 4.2.3 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant remet en séance le « bilan quinquennal d'activité radioprotection » rédigé en interne. Celui-ci fait référence aux 6 annexes que contient ce rapport. Celles-ci n'ont pas été transmises avec le document. Le document n'est pas daté. Toutefois, celui-ci inclut la vérification périodique de l'étalonnage des portiques réalisé par le prestataire : GAMMARAE II du 6 mai 2024 GAMMARAE II R du 28 juin 2024 GAMMARAE II R du 2 septembre 2024 Celui-ci inclut également les fiches de contrôle général de l'installation réalisées par le prestataire :

Bascule n°1 du 4 janvier 2024
Bascule n°2 du 4 janvier 2024
Bascule n°3 du 4 janvier 2024

La vérification de ces 6 éléments conclut à la conformité de chaque équipement contrôlé.

En visite sur site, l'équipe d'inspection constate la présence des différents équipements implantés notamment, sur le passage des camions entrant et sortant du site .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le dernier bilan complet incluant les annexes non transmises. Ce document doit être daté.

L'exploitant doit fournir l'avant-dernier bilan quinquennal de son activité nucléaire avec mention de la date de mise en œuvre pour que soit vérifié le respect des délais de réalisation des bilans qui doivent être mis en œuvre tous les cinq ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois